

ÉTATS-UNIS

Guantánamo : Les droits humains pris en otage

Index AI : AMR 51/005/2004

Mardi 6 janvier 2004

ANNONCE À L'ATTENTION DES MÉDIAS

Deux ans après l'arrivée des premiers détenus sur la base militaire américaine de Guantánamo Bay à Cuba, les noms de Camp X-Ray et de Camp Delta, son successeur, sont devenus synonymes de poursuite d'une politique gouvernementale caractérisée par un pouvoir exécutif sans limite et le mépris de la primauté du droit. Alors que certains détenus entament leur troisième année de captivité dans des cellules minuscules où ils sont enfermés jusqu'à vingt-quatre heures par jour sans qu'il y ait jamais eu de procédure judiciaire, l'actuelle administration des États-Unis semble considérer la dignité humaine comme loin d'être non négociable lorsqu'il s'agit de questions de « *sûreté nationale* ».

Selon la Stratégie de Sûreté Nationale des États-Unis, « *l'Amérique doit maintenir fermement ses positions en faveur des exigences non négociables de la dignité humaine* », au rang desquelles figurent « *la primauté du droit* » et « *les limites apportées au pouvoir absolu de l'État* ». Les conclusions de la Stratégie Nationale pour Combattre le Terrorisme sont à peu près identiques ; on peut y lire aussi : « *Il est entendu qu'un monde dans lequel ces valeurs constitueront la norme et non l'exception sera le meilleur antidote à l'expansion du terrorisme. C'est ce monde que nous devons bâtir aujourd'hui.* »

Au lieu de cela, les États-Unis ont bâti une colonie pénitentiaire à Guantánamo Bay et l'ont remplie de prisonniers venus du monde entier, parmi lesquels on compte un certain nombre d'enfants. ●

Pour obtenir plus d'informations sur la situation des prisonniers détenus à Guantánamo Bay, consulter le document *Situation des droits humains à Guantánamo Bay : le scandale* sur le site <http://web.amnesty.org/pages/guantanamobay-index-fra>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>